

1977. L'ENJEU DU CENTRE POMPIDOU



Georges Pompidou, Premier ministre, se gardait d'intervenir dans les choix culturels de son ministre de la culture. Devenu président de la République en 1969, il est le premier « président culturel » de la V^e République. Et il décide d'intervenir là où Malraux avait échoué : les maisons de la culture. Le centre qu'il décide de construire en 1969 est une maison de la culture qui ne dit pas son nom car elle est fondée sur un musée et une bibliothèque, et non pas sur un théâtre.

Les raisons du centre

Homme de culture, amateur d'arts contemporains, alors que Malraux préférerait l'art moderne, Pompidou donne corps à l'utopie des maisons de la culture. Celle imaginée par Malraux s'est effondrée aux états généraux de Villeurbanne en juin 1968. Le milieu théâtral, volontiers contestataire, n'est pas prêt à s'investir dans un grand projet culturel d'Etat. Pourtant, Pompidou pense que l'action culturelle est l'une des réponses que l'Etat peut apporter aux questions de mai 68. L'esprit *Pentecôtiste* de cette époque trouvera, pense-t-il, une résonance dans l'interdisciplinarité du Centre et dans sa large ouverture au public. Le Centre Pompidou incarne aussi une mutation dans les priorités culturelles : musée et lecture publique plus que théâtre, et Boulez plutôt que Landowski, choisi par Malraux en 1966. En nommant Boulez à l'IRCAM, Pompidou pense réparer une « erreur ». Malraux a ouvert l'Etat à la modernité, Pompidou le met à l'heure de la création contemporaine. Enfin priorité à Paris sur la province : le Centre est la première maison de la culture parisienne. Et elle essaimera.

Le défi

L'administration qui n'a pu construire plus de dix maisons de la culture en dix ans pourra-t-elle construire un grand centre culturel en sept ans ? Pompidou en doute. Aussi décide-t-il que le projet devra déroger : à projet exceptionnel, moyens exceptionnels. De là un concours international d'architecture et l'appel à de jeunes architectes étrangers, la création d'un seul établissement public constructeur sous la double tutelle de la culture et de l'éducation nationale (au titre des bibliothèques), mais en fait sous la tutelle de l'Elysée ; l'ouverture de crédits non programmés dans le cadre de la préparation du VI^e Plan et qui vont peser sur les autres crédits du ministère de la culture ; le rattachement au Centre d'un certain nombre d'activités culturelles qui vont échapper au champ normal du ministère : le musée d'art moderne arraché à la direction des musées de France, la BPI tissant des liens étroits avec le Centre, le CCI détaché de l'Union des arts décoratifs où il était privé de moyens ; l'IRCAM constitué en dehors de la direction de la musique que Boulez ignore. L'accouchement du Centre se fait donc dans la douleur. Cela n'est possible que par des moyens budgétaires propres, mais au prix de l'hostilité des services du ministère de la culture,

voire d'une jalousie de l'administration dans son ensemble. A la mort de Pompidou, il s'en faut de peu que le projet, qui n'est pas achevé, soit remis en cause par Valéry Giscard d'Estaing. Il faut toute l'énergie de Jacques Chirac pour que le chantier se poursuive. Désormais, le Premier ministre est le vrai maître d'ouvrage du Centre et lui permet de poursuivre sur sa lancée jusqu'à son ouverture en février 1977.

Le succès

Le Centre a coûté un peu plus d'un milliard de francs courants, ce qui représenterait aujourd'hui le tiers environ du coût d'investissement de la BNF. Le budget a été respecté : 5 MF de crédits non consommés ont même été rendus au ministère du budget : coquetterie qui a permis à Robert Bordaz, président de l'établissement public, d'assurer que son contrat avait été rempli. Pendant 5 ans, le projet a dû affronter toutes les critiques : projet dispendieux, utopique, centralisateur, commercial. Mal vécu par la majorité qu'il dérange, contesté par la gauche, il reçoit assez vite le soutien du parti communiste, puis à partir de 1976, celui du parti socialiste, révélant un consensus politique précurseur.

A son ouverture, il remporte un succès magnifique : de 25 000 à 40 000 visiteurs par jour. Ce succès a été rendu possible grâce à la volonté successive de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, secondés par Robert Bordaz, par une équipe exceptionnelle (Pontus Hulten, Boulez, Mathey, Seguin, Gautier, Barré, Viatte, Martin, et bien d'autres) qui n'a cessé depuis lors d'introduire la modernité dans les institutions culturelles de l'Etat, et d'essaimer dans les autres grands projets décidés par François Mitterrand.

L'objectif de la démocratisation culturelle resté constant depuis Malraux, a emprunté des voies différentes de celles auxquelles il avait pensé : le Centre Pompidou, puis les grands projets et la décentralisation pendant la décennie Mitterrand-Lang. De défi, le centre est devenu un moteur, puis un modèle. Son problème aujourd'hui est de le rester.

Claude Mollard
magistrat à la Cour des comptes
secrétaire général du centre Pompidou (1970-1978)